

Post-scriptum en conclusion du dossier thématique Mieux rationaliser l'investissement et mieux concentrer nos énergies

Fernan Carrière

Numéro 34, printemps 1985

De l'écriture à la lecture

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/43214ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (imprimé)

1923-2381 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Carrière, F. (1985). Post-scriptum en conclusion du dossier thématique : mieux rationaliser l'investissement et mieux concentrer nos énergies. *Liaison*, (34), 52-53.

Post-scriptum en conclusion du dossier thématique :

Mieux rationaliser l'investissement et mieux concentrer nos énergies

par
Fernan Carrière

Plusieurs d'entre nous se sont amusés à vérifier nos connaissances de la littérature ontarioise, tant au sein du C/A d'Interligne que du Comité de rédaction de *LIAISON*. Nous avons soumis à des amis qui passaient dans nos bureaux le jeu-questionnaire que Paul-François Sylvestre a conçu dans nos pages. Je ne connais toujours personne qui aurait obtenu plus de 15 sur 20 bonnes réponses.

Ce petit jeu est plus révélateur qu'on ne le croirait. On a beau vouloir n'écrire que pour un « happy few », pour reprendre l'expression de Jean Ethier-Blais, on compte tout de même éventuellement toucher un lecteur. Nos goûts et nos habitudes personnelles de consommation ne nous portent pas individuellement à tout lire, entendre ou voir ce qui se fait ici et encore moins ailleurs — lire la chronique de Daniel Marchildon. Nous en savons quelque chose ici, à l'instar des autres éditeurs, des libraires, des bibliothécaires de la plupart des régions francophones minoritaires hors-Québec.

Il faut le vouloir pour se procurer un livre en français dans toutes les régions de l'Ontario, sauf à Ottawa et relativement à Toronto, en Ontario : il y a, sous certains angles, des parallèles à établir entre l'ensemble de l'Ontario — sauf Ottawa — et la Nouvelle-Angleterre. L'inégalité du développement entre nos régions ne doit pas vous masquer que nous avons des points en commun.

L'expérience du Salon du livre de l'Outaouais, décrite par Danielle Foucart dans ce dossier, nous révèle qu'il y a un public lecteur assez large et vorace dans nos régions. On m'assurait récemment de Moncton que les Salons du livre organisés au Nouveau-Brunswick par l'Association canadienne d'éducation en

langue française (ACELF) sont très populaires.

La ministre des Affaires civiques et culturelles de l'Ontario, Madame Susan Fish me démontrait clairement au cours d'une conversation récemment qu'elle comprenait quelle serait l'importance pour des communautés comme celles de Sudbury ou Timmins d'avoir les services d'un libraire francophone. Elle a aussi immédiatement saisi quelles étaient les conséquences en Ontario francophone, de la loi 51 du Québec tel que Vincent Rossignol nous le démontre dans ce dossier. Madame Fish n'est cependant pas prête à légiférer de telle sorte à forcer les institutions publiques ontariennes à privilégier des entreprises ontarioises. Il fallait s'y attendre : « Anything but legislation », me répondait-elle, lorsque je le lui suggérais, à la suite d'une conférence de presse, fin-novembre à Ottawa.

Pourtant... il y a deux ans, le prédécesseur de Madame Fish, l'honorable Bruce McCaffrey mettait sur pied le Comité d'enquête présidé par Monsieur Robert McCauley, sur le financement des arts et de la culture. « More bang for our bucks », se justifiait-il. Nous suggérons à Madame Fish qu'elle pourrait encourager les institutions publiques ontariennes à gérer les sommes publiques provenant du gouvernement dans le sens du développement d'une industrie culturelle autonome, à notre mesure. C'est le sens des recommandations faites il y a un an au Conseil des affaires franco-ontariennes (CAFO) lors d'un Colloque à Toronto.

Il faut lire les communiqués que nous recevons à *LIAISON*, chez nos hebdomadaires, au *Droit* ou dans les médias électroniques. Signalons exclusivement ceux qui décrivent les montants de subventions que Wintario accorde aux

bibliothèques publiques pour l'achat de livres et de matériaux en français. Ajoutons-y ce programme spécial de 375 000 \$ que Madame Fish annonçait récemment à Ottawa pour l'enrichissement des collections francophones. Ajoutons encore le montant total, difficile à évaluer, dépensé par les institutions scolaires pour l'achat de matériaux scolaires en français. Les éditeurs et les libraires sont conscients de l'ampleur du marché.

Sélection : une revue de critique littéraire

La publication par le MACC de la nouvelle revue *Sélection* est sans contredit une initiative heureuse. Cette revue bilingue où on résume et critique des livres en français, est destinée aux bibliothécaires de l'Ontario. La réalisation et la production de cette publication trimestrielle a été confiée à *Information plus*, une entreprise d'Ottawa présidée par madame Deborah Sawyer.

Nous nous interrogeons cependant sur cette initiative. On s'entend généralement dans le milieu littéraire et culturel ontariois pour d'une part reconnaître l'importance d'une critique avisée et d'autre part déplorer qu'elle est faible en Ontario. Il y a peu de médias qui font de la critique littéraire chez-nous. C'est en ce sens que nous encourageons les responsables de la production de cette revue à signer les articles qui y sont publiés ; nous les encourageons surtout à stimuler ce secteur du développement littéraire en Ontario. Nous suggérons aussi que cette revue, tout en demeurant destinée aux bibliothécaires, pourrait aussi s'adresser au grand public. Il faudrait alors retravailler la présentation graphique des textes.

F.C.

Quand on considère un autre angle de cette réalité, on comptabilise le montant des subventions accordées au développement de la production de matériaux scolaires en français. L'éditeur de *Prise de Parole* nous affirmait, il y a un an, à Radio-Canada et à *LIAISON*, qu'il y aurait possibilité de faire vivre quatre ou cinq maisons d'éditions ontariennes d'ici moins d'une décennie, si on récupérait en Ontario les contrats d'édition scolaire.

Nous n'avons cependant pas besoin d'attendre des directives ministérielles. On parle de développement global au sein de l'ACFO. Élargissons, ou concrétisons les perspectives de ce Plan de développement global en étudiant le secteur du livre en Ontario.

Le monde de l'éducation francophone ontarien a acquis dans une très grande mesure, une marge d'autonomie. Les réseaux scolaires ont été un fer de lance dans la lutte pour la défense de la langue et de la culture. D'un autre angle, les éditeurs ont commencé à agir de façon concertée tandis que les écrivains et les libraires songent à se regrouper. Nous n'en sommes plus à la situation décrite il y a bientôt tout près d'une décennie dans le rapport Savard; nous n'en sommes pourtant pas très loin non plus.

Il y aurait lieu que tout ce monde se rencontre pour se concerter. Et dans toute démarche de consolidation de réseaux du livre, il faudrait aussi songer à impliquer les institutions financières, telles particulièrement les Caisses populaires qui commencent à découvrir qu'elles peuvent jouer un rôle dans le développement culturel communautaire.

Il n'y a pas ailleurs qu'au Québec en Amérique du nord francophone une institution littéraire, au sens où Gérard Tougas définissait ce terme dans son essai « Destin littéraire du Québec ». Cette institution engloberait tous les éléments d'un véritable réseau de l'écriture et de la lecture : étudiants, professeurs et enseignants de nos littératures régionales, communauté dans le temps et l'espace des écrivains, éditeurs, critiques, enseignants, libraires, bibliothécaires et lecteurs qui se connaissent et s'apprécient. Chez-nous, à l'extérieur du Québec, ce réseau est partiel et/ou précaire. Nous ne pouvons compter sur d'autres que nous-mêmes pour instituer nos propres réseaux littéraires. ★

Caisse Populaire Ste-Anne-Laurier d'Ottawa Inc.

Pourquoi chercher ailleurs...

cinq succursales pour mieux vous servir

avec ses cinq succursales, la Caisse populaire Ste-Anne-Laurier, l'institution financière coopérative la plus importante en Ontario, est en mesure de répondre à tous vos besoins en matière de services financiers.

- 550, ancienne rue St-Patrick
Ottawa,
237-4564
- 1399, rue Bank,
Ottawa,
731-0750
- 595, chemin Montréal,
Ottawa,
745-4545
- 450, rue Rideau
Ottawa,
236-8241
- 545 ouest, rue Pembroke,
Pembroke,
735-5039



ASSEMBLÉE DES CENTRES CULTURELS DE L'ONTARIO

7, rue Aurora
Kapuskasing, Ontario
P5N 1S6
(705) 335-3755

Florent Binet
président

Denis Bertrand
secrétaire général

Marcil, Lavallée & Loyer

Comptables agréés

J. Bernard Marcil, c.a. - Serge Lavallée, c.a.
André Loyer, c.a.

325, Dalhousie, Suite 440,
Ottawa, Ontario K1N 7G2

Tél.: (613) 232-1593